



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[2 963 300]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	3 454 002 009 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	266 909 876 [] NA [] NAP

Commentaires The state level annual expenditure for 2020 is 1,855,697,119.500 AMD, which is calculated by the average exchange rate provided by Central bank (537.26).

The regional level annual expenditure for 2020 is 143.400.000.000 AMD, which is calculated by the average exchange rate provided by Central bank (537.26).



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[3 739]

Commentaires - for the reference year 2020: 3739 €;

- for the first quarter 2021: 686 €.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[4 237]

[] NA

Commentaires The average monthly nominal wage has been increased since the last data collection EUR ~353 (AMD 189.716) was the average monthly nominal wage for 2020, the average annual salary is EUR~4237.

The basis for calculations was the exchange rate 537.26.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[641.11]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires the average for 2020- it is 537.26

the average for 2021 is 641.11

The information is provided by the Central Bank.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : <https://armstat.am/am/?nid=12&id=08001>

cba.am

Information Provided by the Central bank and Ministry of Economy.

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	23 132 635 [] NA [] NAP	22 769 625 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	19 244 191 [] NA [] NAP	19 232 510 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	653 327 [] NA [] NAP	630 909 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	619 608 [] NA [] NAP	597 546 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	33 718 [] NA [] NAP	33 362 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	97 799 [] NA [] NAP	36 726 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	15 978 [] NA [] NAP	11 697 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	3 121 338 [] NA [] NAP	2 857 781 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : There has been an increase of the approved and implemented budget spent on salaries due to the establishment of the Bankruptcy Court on January 1, 2019. Also starting from 2019, the remuneration of the work included allocations of about 30% of the total salary fund for bonuses, monetary incentives and special payments. There has also been an increase of the approved and implemented budget allocated to computerisation due to allocations from the state budget for the modernization of computer equipment, which has not been implemented until 2018.

Are included in the category "other":

7.1 The reserve fund of courts -283 742 -242 536

7.2 Providing social packages of employees of state's institution and organization-345 953----293 691

7.3 Annual public budget allocated to other equipment -----319 358-----246 367

7.4 Maintenance of courts of RA----2 172 283-----2 075 185

It should be noted that in Armenia social packages for employees (7.2) are not included in the category of salaries. The mentioned measures are allocated separately within the framework of the "Providing employees of state institutions and organizations with a social package" program of budget. The same point applies to the maintenance of courts (7.4) mentioned in the section "other" as it does not include annual public budget allocated to court buildings, but it is allocated to ensure the normal functioning of the courts and their staff and is intended for other expenses. It is not possible to perform accurate recalculation to include those elements respectively within categories 6.1 Salaries and 6.4 Budget allocated to court buildings.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The Article 9 of the "Law on State Fee" regulates the rates of state fees for claims and appeals, as well for getting the copies of the documents by parties of a case. The fee for pecuniary claims is 2% from the cost of the lawsuit, the fee for appeals is 3% and the fee for non-pecuniary claim is approximately EUR 7, for appeals on non-pecuniary claims is approximately 18 EUR. Amendments to the "Law on State Fee" have been adopted (will come into force in October), which raised the state fees, for example- The fee for pecuniary claims is 3% from the cost of the lawsuit, the fee for appeals is 4% and the fee for non-pecuniary claim is approximately EUR 35.40, for appeals on non-pecuniary claims is approximately 53.10 EUR.

For the simplified proceedings the state fees will remain the same.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[60]
 NA
 NAP

Commentaires But after the new amendments on the "Law on Sate Fee" come into force it will be- 90 EUR, except if it is examined by the simplifies procedures it will cost 60 EUR.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[2 992 908]
 NA
 NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	651 191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	645 383 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires No exemption is defined directly for legal aid beneficiaries, although some court fee exemptions may include those having right to legal aid. For example, pensioners, who live alone, can get a legal aid, and simultaneously all pensioners are exempted from court fees.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	7 654 793 [] NA [] NAP	7 616 351 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget of the RA Prosecutor's Office is formed exclusively at the expense of the state budget. As for the budget allocated for training, the allocations for the training of prosecutors at the expense of the state budget are provided to the RA Academy of Justice.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ? En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[]
Nombre de juges/non juges	[X]	[]
Nombre d'affaires nouvelles	[X]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[X]	[]
Nombre d'affaires terminées	[X]	[]

Autre	[]	[]
-------	-----	-----

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser : When preparing a budget request, for some expenses (for example, salary, energy, utilities, communications, etc.) the planning is carried out on the basis of legal regulations, and as for other expenses, the actual expenditures of previous years and also the number of cases expected next year are considered.

There are no main criteria which are used to allocate financial resources among courts.

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Information provided by the Judicial Department.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	65 172 411 [] NA [] NAP	63 452 466 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de

justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : There has been an increase in the budget allocated to the whole justice system due to the establishment of the Bankruptcy Court on January 1, 2019 and to the inclusion in the work remuneration of allocations of about 30% of the total salary fund for bonuses, monetary incentives and special payments since 2019.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [X] NAP
Cour constitutionnelle	() Oui (X) Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'exécution	(X) Oui () Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP

Service d'expertise légale	(X) Oui () Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	(X) Oui () Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non [] NAP
Autres	() Oui (X) Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on State budget

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The court presidents have the main responsibility.

The term of office for the chairperson of a court of first instance, as well as of a court of appeal, is three years.

In addition to the powers of a judge, the chairperson of a court of first instance, as well as of a court of appeal, shall:

(1)ensure the normal operation of the court, as well as supervise the operation of the staff of the court;

(2)grant a leave to judges;

(3)represent the court in relations with other bodies;

(4)refer issues related to ensuring the normal operation of the court to the Supreme Judicial Council, the General Assembly or to the commissions of the General Assembly;

(5)in the case of discovering any prima facie violation of the code of conduct committed by a judge, report it to the Ethics and Disciplinary Commission of the General Assembly (hereinafter referred to as "the Disciplinary Commission");

(6)exercise other powers.

The chairperson of a court of first instance shall approve, in the manner prescribed by the Supreme Judicial Council, the duty schedule of judges carrying out judicial oversight over pre-trial criminal proceedings and shall publish the seats of judges scheduled for duty on the official website of the judiciary.

The chairperson of a court of first instance, as well as of a court of appeal, may appoint another judge as his or her substitute in the cases of being on a leave or a business trip, as well as of temporary incapacity. In the case of failure by the chairperson of a court of first instance, as well as of a court of appeal, to appoint a substitute for him or her, or in the case of suspension, automatic termination or imposed termination of his or her powers, the chairperson in question shall be substituted by a judge of the same court who has had the longest period of service in the position of a judge in the courts of the same instance. If there is more than one judge with the same period of service, preference shall be given to the eldest judge.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- Although Prosecution is a unified body and the General Prosecutor is the head of the Prosecution, the activities of the Prosecutor's Office are based on hierarchical subordination.
 Yerevan city Prosecutor is in charge of managing prosecution offices in Yerevan. In different districts of Yerevan there are heads of those district prosecution offices, who manage those offices.
 In the regions of Armenia, there are regional prosecutors, who are in charge of managing the region's prosecution offices.
 Martial Prosecutor is in charge of managing martial prosecution units.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Armenia has made significant progress in ensuring access to justice to vulnerable groups of population through provision of free legal aid since the establishment of the Public Defender's Office (PDO) in 2006.

Over the years, the number of cases handled within the state-guaranteed free legal aid system grew steadily, from 1408 in 2007 to 3119 in 2012 to 14423 in 2020.

The Law on Advocacy states that “Free legal aid includes:

- 1)consultation: preparation of lawsuits, applications, complaints and other legal documents, including the provision of legal information,
- 2)representation or defence in criminal, civil, administrative and constitutional cases.” (Article 41).

At the time of its adoption in 2004, the Law on Advocacy provided that the State shall guarantee legal aid in criminal cases pursuant to the procedure and in cases provided for by the Code of Criminal Procedure of the Republic of Armenia, as well as pursuant to the procedure prescribed by the Code of Civil Procedure of the Republic of Armenia in the following cases:

- 1)in actions with regard to collecting maintenance payments;
- 2)compensation for losses incurred as a result of mayhem or other injury to the health, as well as death of the bread-winner.

In December 2011, the Law on Advocacy was amended, adding the possibility for various categories of population to receive free legal aid in civil and administrative cases. The categories listed in this amendment were (Article 41, part 5):

- 1)family members of soldiers who deceased during the defence of the borders of the Republic of Armenia;
- 2)persons with 1st, 2nd degree of disability;
- 3)convicts;
- 4)members of families registered in the family indigence assessment system and those having a rate of indigence higher than “0”;
- 5)participants of the Great Patriotic War and battles of the Republic of Armenia during the defence of its borders;
- 6)unemployed persons;
- 7)pensioners living alone;
- 8)children left without parental care, as well as persons considered to be children left without parental care;
- 9)refugees;
- 10)those who received temporary asylum in the Republic of Armenia;
- 11)those indigent natural persons, who present truthful data that certify their indigence. In the meaning of this provision, indigent is a natural person not having sufficient income, an employed family member who lives with him/her, as well as does not have any immovable property or a vehicle exceeding the amount of thousand-fold of the minimum salary, other than his/her personal apartment.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	15 287 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	7 361 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	7 926 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The Information is provided by the Chamber of Advocates.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

Assistance gratuite d'un avocat

Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale
- un autre juge ou fonctionnaire
- une instance extérieure au tribunal
- plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires According to the Law on Advocacy, the Head of the PDO has the right to make a decision on eligibility of persons for legal aid – to grant the services or to refuse them, based on the set of criteria established by Article 41 of the Law on Advocacy, listed under point 2.1. The Law gives the right to the Head of PDO to apply to state or local self-government bodies or economic entities to verify the insolvency of insolvent persons, as well as to obtain the necessary information to provide free legal aid.

According to the Article 10 part 5 of the "Criminal Procedure Code" of RA the body conducting the criminal proceedings is entitled to provide the suspect or the accused with free legal aid based on the financial situation of the latter. In this case the Head of the PDO makes a decision to provide a person free legal aid on the basis of the decision made by the body conducting the criminal proceedings. It should be noted that according to the Article 6 part 30 of the Criminal Code the "body conducting criminal proceedings" means the court, and during the pre-trial proceedings, the agencies for inquest, the investigator and the prosecutor.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Sources: Law on Advocacy of RA,
Information provided by the Chamber of Advocates.

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.arlis.am	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) www.arlis.am, www.datalex.am	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) court.am, concourt.am	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) e-draft.am	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
(X) Non
() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	[X] Information en ligne [] Téléphone [] Discussion interactive [] En personne (accès physique sur place) [] Autre [] Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	[X] Information en ligne [X] Téléphone [] Discussion interactive [X] En personne (accès physique sur place) [] Autre [] Non

Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non
---	--

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]16 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre).

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire Parents or representatives of guardianship or curatorship body.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

Seuil(s) d'âge

Capacité de discernement

Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[16]

NA

NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[16]

NA

NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

Oui, toujours

Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : According the Criminal Procedure Code, art 168 para 2 the judicial expenses (including compensation of the victim) shall be paid from state budget, if otherwise not provided by the law. Art 169 of the same Code states that the court may impose the compensation of victim's damages on the convict.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : According the Criminal Procedure Code, art 168 para 2 the judicial expenses (including compensation of the victim) shall be paid from state budget, if otherwise not provided by the law. Art 169 of the same Code states that the court may

impose the compensation of victim's damages on the convict.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : According the Criminal Procedure Code, art 168 para 2 the judicial expenses (including compensation of the victim) shall be paid from state budget, if otherwise not provided by the law. Art 169 of the same Code states that the court may impose the compensation of victim's damages on the convict.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de

la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d’obtenir une décision d’un juge ».

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d’indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d’indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Arrestation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d’indemnisation et la méthode de calcul du montant de l’indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : There is no consolidated data regarding those questions. However, the law provides for compensation scheme.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc

Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Surveys are being conducted by different organizations.

https://www.iri.org/sites/default/files/wysiwyg/iri_poll_armenia_september-october_2019.pdf

https://www.iri.org/sites/default/files/armenia_ppt_final.pdf

<https://helpcourt.am/> is a website which shows the assessment of judges by the lawyers.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires Other bodies- Ethics and Disciplinary Commission of judges, Corruption Prevention Commission.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	16 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	13 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	10 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	2 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	3 [] NA [] NAP

Commentaires Number of First instance courts of general jurisdiction - legal entities is 10.

In the Republic of Armenia the following courts of first instance of general jurisdiction function:

- (1) Court of First Instance of General Jurisdiction of the City of Yerevan, composed of at least 62 judges;
- (2) Court of First Instance of General Jurisdiction of Kotayk Marz, composed of at least 10 judges;
- (3) Court of First Instance of General Jurisdiction of Ararat and Vayots Dzor Marzes, composed of at least 12 judges;
- (4) Court of First Instance of General Jurisdiction of Armavir Marz, composed of at least 9 judges;
- (5) Court of First Instance of General Jurisdiction of Aragatsotn Marz, composed of at least 6 judges;
- (6) Court of First Instance of General Jurisdiction of Shirak Marz, composed of at least 12 judges;
- (7) Court of First Instance of General Jurisdiction of Lori Marz, composed of at least 12 judges;
- (8) Court of First Instance of General Jurisdiction of Tavush Marz, composed of at least 6 judges;
- (9) Court of First Instance of General Jurisdiction of Gegharkunik Marz, composed of at least 9 judges;
- (10) Court of First Instance of General Jurisdiction of Syunik Marz, composed of at least 9 judges.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux du travail	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : There are 2 Specialized courts in Armenia- Insolvency court and Administrative court.

There is Administrative court of Appeal, and no specialized Insolvency court of Appeal, since the review of Insolvency Courts decisions is being done by the Civil court of Appeal.

In cassation court there are only 2 chambers

1. Criminal chamber.

2. Civil and administrative chamber.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	50 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	54 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP



=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	32 [] NA [] NAP
Le licenciement	32 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	31 [] NA [] NAP
Faillite	3 [] NA [] NAP

Commentaires The Insolvency Court, established in 1 January 2019 has 3 geographic locations.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : The maximum value of the claim of small cases is AMD 2.000.000., which is equal to 3550 euro.

The Court of First Instance shall render a decision on examining the case in the procedure of simplified proceedings when a claim on confiscation of an amount not to exceed two thousand-fold of the minimum salary has been filed.

The Court of First Instance may also examine other cases in the procedure of simplified proceedings upon written consent of all persons participating in the case on examining the case in the procedure of simplified proceedings and when no person participating in the case has objected examination of the case in the procedure of simplified proceedings within the time limit defined for submitting a response to the statement of claim..

The case may not be examined in the procedure of simplified proceedings where:

- (1)there is need to question persons participating in the case, the witnesses, the expert or specialist, to assign an expert examination, to request evidence, to examine the evidence on-site, or to issue court assignments;
- (2)court has accepted for proceedings a counterclaim or a claim submitted by a third person having individual demands on the subject-matter of the dispute;
- (3)there is need to substitute an improper party or to involve other persons in the proceedings;
- (4)a group claim has been submitted;
- (5)there is need to determine other facts of significance for disposition of the case not invoked by persons participating in the case.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[3 550]

Commentaires maximum 3550.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : court.am

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	244 [] NA [] NAP	179 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	183 [] NA [] NAP	133 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	44 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	17 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 – 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	244 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	85 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Première instance	183 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	98 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Deuxième instance	44 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Cours suprêmes	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : In Supreme court there is one chamber for civil and administrative cases.

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	16 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	12 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires The Cassation court has two Chambers, which also have presidents- the head of criminal chamber and the head of civil and administrative chamber.

In 2021 the head of the Cassation court is a woman, the president of the Civil court of Appeal was appointed a woman, and several women were appointed as heads of different first instance courts.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

Donnée

Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 438 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	262 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	692 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Personnels techniques	484 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : It should be noted that the difference between numbers inserted in categories for last data collection and this year may be resulted by using different methodology for determining categories in 2018 while inserting the information. So there were no reorganizations made.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	1 438 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 139 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	205 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	94 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Information is provided by the Judicial department.

It should be noted that the difference between numbers inserted in categories for last data collection and this year may be resulted by using different methodology for determining categories in 2018 while inserting the information. So there were no reorganizations made.

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Information provided by the Judicial Department.

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	355 [] NA [] NAP	306 [] NA [] NAP	49 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : All 355 prosecutors work for full time. In Armenia there is no separation of prosecutors for the first or other instance courts.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires All prosecutors work for full time.

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- [] Garde d'enfants
- [] Soins aux personnes âgées
- [] A des fins de retraite anticipée
- [] Autre raison, veuillez préciser

Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 - 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : There has been an increase of the number of heads of

public prosecution offices due to legislative amendments to the Law on Prosecutor's Office. Previously the heads of the departments in the RA Prosecutor General's Office or the prosecutor of the administrative district of Yerevan were not considered as superior prosecutors, now according to the new legislative regulations they are also considered as such (for more details see Article 31 of the Law).

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

- []
- [] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
- () Non
- [] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The "Curriculum of annual trainings for prosecutors" contains a course titled: "Preventing and combating violence against women and domestic violence in Armenia", as well as a course with a focus on sexual violence and sexual crimes.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).



	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	182 [] NA	30 [] NA	152 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Information received from the Prosecutor General's office.

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) for judge candidates	()
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)

des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? Specifically for judiciary no. But the Gender Policy Strategy adopted in 2019 aims at promoting women's representation in decision-making positions and eliminate the gender bias regarding certain professions, which may include also judiciary

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)

La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire : No specific person, but if a problem arises it will be solved internally, for example by the head of staff in courts.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)

pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)
--	-----	-------

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l’organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l’année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l’accès aux différentes professions judiciaires et l’égalité dans la promotion ou dans l’accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Judicial code adopted in 2018 has provisions for improving gender balance in judiciary.

For example, Article 100, part 3: For the purpose of gender representation of judge members within the Supreme Judicial Council, the number of representatives of the same gender must be as restricted as possible to maximum three members.

Article 109, part 5: Where the number of judges of either sex is less than twenty-five per cent of the total number of judges, up to fifty per cent of the places in the list of contenders for judge candidates shall be reserved to the persons of the sex concerned who have received the maximum number of “for” votes, but not less than at least more than half of those of all the members of the Supreme Judicial Council.

In 2015, Armenia adopted the Action Plan On Promoting Gender Balance among Candidates for Judges for 2015-2017. The Action Plan defines, inter alia, the action of (i) analysing existing opinions and approaches in different social groups on gender equality in the judiciary; (ii) developing educational materials and thematic curricula based on the analysis of the international experience; (iii) providing capacity building on gender equality; (iv) ensuring cooperation with different educational institutions, NGOs and INGOs; (v) promoting access to legal professions among girls and young women; (vi) organising discussions, roundtables, seminars for raising awareness on the issue of gender equality in the judiciary. CEDAW Committee, in its concluding observations on the combined fifth and sixth periodic reports of Armenia, notes that this Action Plan is a positive development for the country.

les mesures prévues (veuillez préciser) : In 2019, the government adopted the Gender Policy Implementation Strategy and Action Plan for 2019–2023.⁶¹ Among the priority areas, there are objectives related to the improvement of national machinery on women’s advancement and equal participation of women and men in the leadership and decision-making positions; elimination of gender discrimination in the socio-economic sphere and enhancement of economic opportunities for women, including addressing work-family balance, prevention of gender-based discrimination, including promoting increased political representation of women and addressing gender stereotypes.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l’année de référence, merci de le préciser en commentaires During 2021 the number of women court presidents raised.
During recent 5 years the number of women judge candidates raised, and nowadays most of the candidate especially for civil and administrative cases are women.

NAP

061-10. Existe-t-il des études d’évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d’éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l’accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence : A report has been drafted in 2020 within the project of “Support to the judicial reform – enhancing the independence and professionalism of the judiciary in Armenia”.
The report is on GENDER EQUALITY IN THE JUDICIARY OF ARMENIA: CHALLENGES AND OPPORTUNITIES.

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

Organisation

Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
- Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

- Oui
- No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

Civile et/ou commerciale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : www.datalex.am is the national portal of court decisions. The portal is based on Cast court management system which includes over 2 million files of court cases. Datalex portal consists of civil, criminal, administrative, bankruptcy and payment order cases.

There are some judgments which are not published.

-Judicial acts concluding the proceedings at the relevant judicial instance and, in cases provided for by law or by the decision of the Supreme Judicial Council, also other judicial acts shall be subject to mandatory publication on the official website of the judiciary.

-Where the judicial proceedings, or part of them, are held behind closed doors, the concluding part of the conclusive judicial act shall be published on the official website of the judiciary, provided that said concluding part does not contain a secret protected by law.

-Information on the case and its progress shall be published on the official website of the judiciary, the list and procedure for publication of such information to be defined by the Supreme Judicial Council.

-Judicial acts containing data on private life, personal biometric and personal special category data, as well as personal data on a child, shall be published on the official website of the judiciary in a depersonalised manner. The Supreme Judicial Council may prescribe other cases of depersonalisation of personal data. The procedure for depersonalisation shall be defined by the Supreme Judicial Council.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès There is a centralized database in Police.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

() Oui

(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p>() 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>
Pénale	<p>() 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	--

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	(X) dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) Non
	(X) non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : CMS(CAST management Centre) operates in the judicial department, which centralizes the entered data in the court and residence data centers (operating with distributed principles) and also provides management and analytics functions. CMS also fulfills the functions of storage and parallel processing of large amount of data. The CMS also provides automatic case allocation to judges.

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100%	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> 50-99%	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> 10-49%	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> 1-9%	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP
	<input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)			
	<input type="checkbox"/> NA			

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

- () Oui
(X) Non

Commentaires According to article 100 of RA civil procedure code documents can be submitted to court electronically. However currently documents are submitted to court in paper form. It ought to be mentioned that within the framework of the "Digitalization of Judicial Documents and Implementation of Electronic Court System in Armenia" USAID grant program, electronic court system software has been created which is currently under "Test System Operation and Error Correction" phase. The system will be operational shortly and will provide possibility to submit documents to court, file lawsuits, follow case proceedings, get notifications and other functions electronically (in civil cases).

The action plan for e-justice aims to:

Introduce in the courts and put into operation comprehensive system of e-courts: The unified e-management system will be introduced and put into operation in courts, within the framework of which an electronic court case has been created, ensuring the online electronic familiarisation with case materials, receipt of document copies, submission of evidence, motions and performance of other procedural actions.

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
------------------------------	--	--	---

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[X]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[X]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[X]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires There is a computer application between the courts and enforcement agents regarding enforcement papers.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. There is currently no such tool. However, the Strategy of Judicial and Legal Reforms of 2019-2023 envisages the establishment of new online ADR and mediation systems.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour

l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires In civil cases it is possible.

According to the article 145 of the Civil court procedure- Upon a reasoned motion of a participant of the proceedings, the court shall permit the same or another participant of the proceedings to participate in the court session by using means of audio-visual telecommunication if a system enabling such communication is installed in the courtroom. Neither translators may participate in a court session nor face-to-face interrogation may be conducted by using means of audio-visual telecommunication.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
---------------------	-----------------------	-----------------------------

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : A monitoring and evaluation mechanism for the implementation of Judicial and Legal reforms Strategy and Action Plans for 2019-2023 is envisaged in the strategy.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

() Oui

(X) Non

Commentaires There are no such indicators for courts as such, however there is a procedure in place for evaluation of performance of individual judges by the Commission for Performance Evaluation of Judges .

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[] nombre d'affaires terminées

[] nombre d'affaires pendantes

[] stocks d'affaires

[] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[X] taux de recours

[] clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Currently work is underway to clarify a quantitative and qualitative criteria for evaluating the individual performance of prosecutors. Evaluation of prosecutors' activities is currently carried out through attestation. The attestation process is regulated by Article 50 of the "Law on the Prosecutor's Office". Particularly, the immediate supervisor shall present an assessment of the prosecutor at least two weeks prior to the attestation. The assessment shall contain information about the prosecutor, his practical and personal features, and a justified evaluation of his official performance. The assessment shall be based on the opinions of the immediate supervisor formed on the basis of reports presented to him by the prosecutor annually about the prosecutor's performance during the period since the previous attestation. The data on the number of motions submitted in the criminal cases under the supervision of the prosecutor as a measure of restraint, the number of satisfied and rejected motions must be attached to the assessment.

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est « moins fréquente » ou « plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Each year, before April 1, the Prosecutor General submits a report on the activities of the Prosecutor's Office to the National Assembly of the Republic of Armenia. The report shall include information on the activities carried out by the Prosecutor's Office during the previous year in relation to each of the powers defined by Article 4 of this Law, statistical data, comparative analyzes and conclusions.

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Judicial Department

Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The relevant subdivision of the RA Prosecutor's Office, the Department of Statistics and Analysis

Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires The statistics on the functioning of each public prosecution service are not published, but the general statistics formed as a result of it are published on the official website of the Prosecutor's Office.

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Twice a year

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires It is submitted to the National Assembly.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

(X) Non

Commentaires Process is currently underway to introduce a quantitative and qualitative criteria for evaluating the individual performance of prosecutors. Evaluation of prosecutors' activities is currently carried out through attestation. Relationships related to attestation are regulated in Article 50 of the Law on the Prosecutor's Office, in particular, at least two weeks before the attestation, the immediate superior prosecutor submits the prosecutor's assessment. The assessment shall contain information about the prosecutor, his practical and personal features, and a justified evaluation of his official performance. The assessment shall be based on the opinions of the immediate supervisor formed on the basis of reports presented to him by the prosecutor annually about the prosecutor's performance during the period since the previous attestation. The data on the number of motions submitted in the criminal cases under the supervision of the prosecutor as a measure of restraint, the number of satisfied and rejected motions must be attached to the assessment.

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- () Annuelle
- (X) Moins fréquente
- () Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Prosecution
Information provided by the Prosecutor General's office

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable



084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires Statistics are not being elaborated.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Judicial code of RA, Criminal Procedure Code of RA, Civil Procedure Code of RA, Administrative Procedure Code of RA, Law on the Representative of Armenia before the ECHR>

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
- en matière pénale (infractions mineures)
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Civil procedure code provides the following simplified procedures- simplified for for claims for confiscation of amount not exceeding 2.000.000 AMD minimum wage of the day of filling the application, for cases where is a written agreement signed between all the parties to examine the case in a simplified procedure and there is not any objection, where is not counterclaim or where the amount of claim is not exceeding two thousand-fold of minimum wage, accelerated trial for different minor cases, order for payment procedurs and remote trial- in absentia (with the consent of the plaintiff or the plaintiffs the court shall have the right to institute remote trial in cases where the notified respondent has not appeared at the preliminary hearing.)

The Administrative Court Procedure provides written (simplified) procedures for simple cases and for cases, when judge finds the necessity to examine the case with written procedures. For criminal matters, the petty offences (for instance minor traffic offences or shoplifting) can not be processed through administrative or simplified procedures. The Criminal Court Procedure provides remote (in absetia) proceedings, when the accused avoids the criminal proceedings.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Only during the simplified procedures described in Civil Procedure Code a judge makes a simplified judgement without full reasoning (Article 302, part 1 of Civil Procedure Code).

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	73 146 [] NA [] NAP	104 465 [] NA [] NAP	132 028 [] NA [] NAP	45 583 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	6 997 [] NA [] NAP	90 015 [] NA [] NAP	89 533 [] NA [] NAP	7 286 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	5 508 [] NA [] NAP	12 622 [] NA [] NAP	11 001 [] NA [] NAP	7 129 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires There is no analysis which would examine the reasons for the increases or decreases on the case flow. But it should be noted that significant increases on the case flow for civil and commercial litigious cases is due to the addition of insolvency cases. The reason for the increase may also be the raising of the legal awareness of individuals. As for the increase of the resolved cases, it should be noted that it may be due to the legislative amendments and adoption of rules of simplified procedures, as these amendments led to a shortening of the proceedings for some cases.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Regarding the case categories, which are included in civil (and commercial) non-litigious cases, it should be noted that according to the statistics provided by the Judicial department the following cases are included: statement for recognition of sui juris (emancipated), cases on declaring a citizen as having no active legal capacity or limiting the active legal capacity of a citizen, cases on involuntary hospitalization of the citizen in the psychiatric organization, cases on recognition of the citizen as missing or dead, cases on finding out the inaccuracies in the records of civil acts, cases on considering property as ownerless, cases on on confirmation of the facts having legal value, cases on recovery of the rights on the lost bearer securities or order securities.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 600 [] NA [] NAP	3 743 [] NA [] NAP	2 714 [] NA [] NAP	3 629 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Autres affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA				
	<input type="checkbox"/> NAP				

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	790 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 417 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 020 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	556 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Affaires administratives	3 329 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 988 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 265 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 909 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. There may be different reasons for growth of civil (and commercial) litigious cases, inter alia, increase of public awareness on administrative issues, social- economic situation within the country, etc. It should be noted that there is no official analysis which would examine the reasons for the increases or decreases on the case flow.

Also in 2020 because of COVID less cases were examined and resolved. It should be noted that courts have not been closed during pandemic, but court staff was working by remote. Also, some documents (actions, applications, complaints, and responses to actions etc.) were submitted by electronic means to prevent the spread of the pandemic. Regarding how the pandemic affected the case flow data it should be noted that there is no official report on that issue.

Regarding the horizontal discrepancies it should be noted that while calculating data there are also cases which have been suspended, resumed, or sent to other courts if the case was submitted to the court which has no general or territorial jurisdiction.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	488 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 439 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 487 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	619 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2. Infractions mineures	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Autres affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Regarding the horizontal discrepancies it should be noted that while calculating data there are also cases which have been suspended, resumed, or sent to other courts if the case was submitted to the court which has no general or territorial jurisdiction.



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	646 [] NA [] NAP	2 152 [] NA [] NAP	1 596 [] NA [] NAP	555 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	286 [] NA [] NAP	1 156 [] NA [] NAP	882 [] NA [] NAP	274 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Regarding the horizontal discrepancies it should be noted that while calculating data there are also cases which have been suspended, resumed, or sent to other courts if the case was submitted to the court which has no general or territorial jurisdiction

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 1312

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	353 [] NA [] NAP	1 630 [] NA [] NAP	1 622 [] NA [] NAP	116 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
Regarding the horizontal discrepancies it should be noted that while calculating data there are also cases which have been suspended, resumed, or sent to other courts if the case was submitted to the court which has no general or territorial jurisdiction

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	1 104 [] NA [] NAP	1 323 [] NA [] NAP	1 180 [] NA [] NAP	982 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	7 055 [] NA [] NAP	3 612 [] NA [] NAP	2 053 [] NA [] NAP	7 344 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	91 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP	123 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	113 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	142 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires the statistics are publish at court.am.

There has been an increase of the number of incoming insolvency cases since 2018, the reasons are not only legal reasons but also, social, economic, etc. There is no official report on that issue prepared by the Government of RA.

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs

aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. According to the Law of the Republic of Armenia on Refugees and Asylum Article 2,

1. Asylum is the protection granted to a foreign citizen or stateless person in the Republic of Armenia, which guarantees the application of the principle defined in Article 9 of this Law, as well as all the rights granted under the Convention, present Law, and other legal acts of the Republic of Armenia to refugees recognized as such in the Republic of Armenia.

2. Asylum, as defined in the Paragraph 1 of this Article, shall further be extended to any foreign citizen or stateless person recognized as a refugee by another State, if he/she has legally entered the territory of the Republic of Armenia and has one of the resident permits issued based on the legislation of the Republic of Armenia, providing the right to legally reside in the country.

3. The granting of asylum shall be considered a peaceful and humanitarian gesture and shall in no manner be regarded as an unfriendly act, as it does not imply any judgement on the country of citizenship of the refugee or any other country.

Article 57. Appeal Against Decisions on Asylum Application and Recognition as Refugee

1. Asylum seekers and refugees shall have the right to appeal to the court against any negative decisions issued by the Designated Body to them in the course of the asylum procedure or any other administrative procedure based on the present Law. Appeals may be launched within 30 days after notification on decision.

2. If the deadline defined in Paragraph 1 of the present Article is not met, the decision of the Designated Body becomes final. The period for launching an appeal may be renewed if there are valid reasons, which do not fall within the sphere of influences of the appellant.

3. After the reason (reasons) for missing the appeal period disappears, the asylum seeker can present an appeal to the court within 15 days, but not later than within 3 months starting from the day s/he got acknowledgement of the decision by the Designated Body regarding his/her asylum application. 4. Negative decision of the Designated Body shall include information on the right to appeal and the periods for launching an appeal as defined in Paragraphs 1 and 2 of the present Article, as well as on applying to respective court.

5. Negative decisions of the Designated Body on asylum application or refugee recognition shall be considered final, if the asylum seeker did not appeal within the timeframe defined in Paragraph 3 of the present Article.

Article 7. Asylum for Family Members and Family Reunion

1. The spouse, the child under 18 years of age, and any other person under the lawful care of a refugee granted asylum in the Republic of Armenia shall also be considered refugees and accorded with asylum in the Republic of Armenia, if they reside together with the refugee in the territory of the Republic of Armenia and do not possess any citizenship - different from that of the refugee - providing effective protection.

2. Other relatives, or in-laws of a refugee granted asylum in the Republic of Armenia may also be considered refugees and accorded with asylum in the Republic of Armenia, provided they reside together with the refugee in the territory of the Republic of Armenia, are dependent on him/her and do not possess any citizenship - different from that of the refugee - providing effective protection.

3. According to the criteria of Article 6 of the present Law, the parents of the child who is recognized as a refugee and received asylum in the Republic of Armenia, under 18 years old, as well as sisters and brothers above 18 who are disabled, are also considered refugees and granted asylum in the Republic of Armenia, if they reside together with the child who received refugee status and do not possess citizenship of another state – different from that of this child – providing effective protection. 4. Refugees granted asylum in the Republic of Armenia shall be entitled to family reunion with their family members specified in Paragraphs 1 and 3 of the present Article on the territory of the Republic of Armenia pursuant to the procedure stipulated in Article 54 of the present Law.

5. In case of cessation, or cancellation of the recognition as refugee, or the cessation of asylum of the refugee who was recognized first (hereafter: the principal refugee) pursuant to Article 53, of the present law, his/her family members, who have been recognised as refugees and obtained asylum in the Republic of Armenia according to Paragraphs 1, 2, or 3 of the present Article, shall forfeit their status together with the principle refugee. However, this shall not deprive them of the possibility to launch an asylum application immediately thereafter based on their personal reasons. They shall, however, if recognised as refugees and granted asylum not be able to confer their status to those family members, who have lost their recognition as refugees and the right to asylum by cessation, revocation, or cancellation.

Article 54. Procedure for Family Reunification

1. Family members of a refugee granted Asylum in the Republic of Armenia enumerated in Article 7, Paragraphs 1 and 3 of the present Law are entitled to refugee status and asylum in the Republic of Armenia, even if they are outside the boundaries of the Republic of Armenia.

2. Persons mentioned in Paragraph 1 of this Article, who reside outside the boundaries of the Republic of Armenia, and intend to join a refugee granted asylum in the Republic of

Armenia, shall apply to the diplomatic representations and consular department of the Republic of Armenia in a respective country with the request for family reunification. The relevant diplomatic representations and consular department of the Republic of Armenia shall record their application and forward it to the Designated Body.

In the cases of absence of a diplomatic representations and a consular institution of the Republic of Armenia in a respective country, the persons defined in Paragraph 1 of the present Article who reside outside the boundaries of the Republic of Armenia, and intend to join their family member recognized as a refugee and granted asylum in the Republic of Armenia, shall apply to the diplomatic representations and consular department of the Republic of Armenia in the closest country with request for family reunification.

3. The Designated Body, in co-operation with the designated body for Foreign Affairs, shall verify the information provided by the applicants and determine whether they fulfil the requirements stipulated in Article 7, Paragraphs 1 and 3 of the present Law.

4. If the Designated Body decides that the requirements of Paragraph 3 of the present Article are met, it shall grant refugee status and asylum to those persons on the basis of Article 52 Paragraph 3 and Article 53, Paragraph 5 of the present Law and shall inform about it the relevant diplomatic representation and consular department of the Republic of Armenia, through the designated body for Foreign Affairs, based on which the latter shall issue the family members granted asylum with valid visa for entering the Republic of Armenia. The Police shall issue them Convention Travel Documents upon arrival to the Republic of Armenia. (Amended as of 3 March 2011)

5. If the Designated Body considers that the requirements of Paragraph 3 of the present Article are not met, it shall make a decision on rejecting the application pursuant to Article 52, Paragraph 7 of the present Law, informing the diplomatic representation and consular department of the Republic of Armenia in the respective country through the designated body for Foreign Affairs. The latter informs the persons who submitted an asylum application. The refugee granted asylum in the Republic of Armenia may appeal the decision of the Designated Body pursuant to Article 57 of the present Law.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Abus sexuels d'enfants	19 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie infantile	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : It should be noted that introduction of child pornography through computer systems or storage of child pornography in a computer system or in a computer data-storage system is a crime which is envisaged by the second part of the 263. Thus, this is a crime for which more strict punishment has been envisaged. Considering the fact that statistical data is collected for the whole article (in this case for the Article 263 (Dissemination of pornographic materials or objects)) and not for the parts of the article, the statistical data on cases regarding child pornography cases cannot be provided.

According to the Article 263 (2) of Criminal code, introduction of child pornography through computer systems or storage of child pornography in a computer system or in a computer data-storage system shall be punished by a fine in the amount of four-hundred-fold to eight-hundred-fold of the minimum salary or by detention for a term of maximum three months or by imprisonment for a term of maximum three years. The same act which has been committed by an organized group shall be punished by imprisonment for a term of two to four years (Article 263 (3)). According to the Article 141 (1), sexual intercourse or other sexual actions with a person obviously below the age of sixteen by a person having attained the age of eighteen, where there are no elements of the criminal offences provided for in Article 138, 139 or 140 of this Code —shall be punished by a fine in the amount of one-hundred-fold to two-hundred-and-fifty-fold of the minimum salary or by imprisonment for a term of maximum two years. It should be noted that more strict criminal liability is also envisaged for rape, violent sexual actions and compelling to sexual intercourse or actions of sexual nature which has been committed against a minor (Articles 138, 139 and 140), but considering the fact that statistical data is collected for the whole article and not for the parts of the article, the statistical data cannot be provided. So, only the information on Article 141 has been provided.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendants depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1 ^{ère} instance (en jours)	Durée moyenne en 2 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne en 3 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendants depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. In case of mutual agreement, the divorce is registered by the Agency for Registration of Acts of Civil Status. In case of a litigious case it goes to the court.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. NAP

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[] mener des enquêtes

[] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[X] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[X] autres attributions significatives (veuillez préciser) : According to Armenian Constitution. The Prosecutor's Office, in the cases and under the procedure prescribed by law, shall: (1) instigate criminal prosecution; (2) exercise oversight over the lawfulness of pre-trial criminal proceedings; (3) pursue a charge at court; (4) appeal against the civil judgments, criminal judgments and decisions of courts; (5) exercise oversight over the lawfulness of applying punishments and other coercive measures.

Commentaires In regard of conducting or supervising police investigation, it should be noted that the term "supervising police investigation"

is not envisaged by the RA legislation and the RA Prosecutor's Office does not have such authority.

However, if saying "police investigation" we should understand police operative-investigative activities, than in accordance with the Article 35 of the RA Law on Operative Investigation, the prosecutor exercises control over the legality of operative-investigative activities, while conducting procedural oversight of the preliminary investigation and inquiry in the scope of the powers vested to him by law, and if "police investigation" means investigation conducted by the police, than In accordance with the Constitution of the Republic of Armenia, the prosecutor's office exercises control over the legality of the investigation and preliminary investigation.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

[X] affaire civiles

[X] affaires administratives

[X] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	4 811 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	29 923 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP

3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	26 497 [] NA [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	7 857 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	[X] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	[X] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	[X] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	66 [] NA [] NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	[] NA [X] NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	[X] NA [] NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	3 702 [] NA [] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	8 237 [] NA [] NAP

Commentaires 7857 cases have been discontinued in the reference year, 3380 on justifying grounds, 4477 on non-justifying grounds. The reasons mentioned in 3.1.4 are grounds established by the Article 35 (1) of the Criminal Procedure Code. Thus, according to the Article 35 (1) of the Criminal Procedure Code: Criminal case can not be instituted, and criminal prosecution may not be started, and the instituted criminal case shall be dismissed:

- 1) in the absence of any criminal act; 2) if the alleged act contains no corpus delicti;
- 3) if the alleged act, which has resulted in damages, is legitimate under criminal law;
- 4) in the event of absence of a complaint of the injured, in cases prescribed by this Code; 5) in the event of reconciliation of the injured party and the suspect or the accused, in cases prescribed by this Code; 6) the prescription has expired; 7) against the person and upon a cause, with respect to whom and upon which cause the court has already passed a judgment and such judgment has entered into legal force, or any other enforceable judicial decision is available to exclude criminal prosecution; 8) against the person and upon the same charge, with respect to whom and upon which charge the agency for inquest, the investigator, or the prosecutor has already made a decision denying criminal prosecution, and such decision is still in force;
- 9) At the moment of commitment of the crime the person had not reached the age punishable by law, as established by law;
- 10) The person died, except the cases when the proceedings are necessary to rehabilitate the rights of the deceased or to resume the case on occasion of new circumstances with regard to other persons; 11) The person refused to complete the crime of one's own accord, if the action already committed has no other formal elements of crime;
- 12) The person is liable to exemption from criminal liability as stipulated in the General Part of the Criminal Code of the Republic of Armenia. 13) Amnesty act has been adopted. The mentioned data was calculated by collecting the data received from the subdivisions of the RA Prosecutor's Office.

Regarding increase in the number of incoming cases it should be noted that 34.734 cases were investigated in 2020, and 4811 of these cases were transferred from the previous year (2019). It should be noted that there is no analysis which would examine the reasons for the increases or decreases on the case flow.

Referring to the terminology "justifying grounds" and "non justifying grounds" it should be noted that this terminology was suggested by

the Cassation court of RA. Thus, grounds which are mentioned in the Article 35, part 1, points 1-3 and part 2 of the Criminal Procedure Code of RA, are considered as “justifying grounds”. As for the grounds mentioned in the Article 35, part 1, points 4-13, they are considered as “non justifying grounds”.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The guilty plea procedure exists in Armenia, the relevant provisions came into force in 27.07.2021, that is why there is no statistics of the number of guilty plea procedures.

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

- Oui
- Non

Commentaires The cases are not differentiated, the information is provided by the Prosecutor General's Office for all cases.

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Criminal Procedure Code of RA,
information provided by the Prosecutor General's office.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de juges
- Une instance composée seulement de non juges
- Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- Concours/Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : According to the Article 6 of the "Law on Prosecution" of RA, in the exercise of his/her powers, every prosecutor shall take decisions autonomously based on laws and inner conviction, and shall be responsible for decisions taken by him. Any interference with the prosecutor's activities, which is not prescribed by law, leads to legal liability and shall be prohibited. It should be noted that according to the Article 32, instructions of the superior prosecutor are mandatory for the subordinate prosecutor, except in cases when the subordinate prosecutor finds that instructions are illegal or unfounded. In that case the subordinate

prosecutor shall not follow the given instructions and must file a written objection to the superior prosecutor, who gave the instruction, except in cases when the instruction was given by the General Prosecutor.

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions : The prosecutor can oppose the instructions and challenge them to the higher prosecutor.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Qualification Commission is responsible for the recruitment and nomination of public prosecutors. According to article 23 of Law on Prosecution- The Qualification Commission shall have nine members, and for choosing the candidates of prosecutors for carrying out the activities stipulated in "Forfeiture of unlawfully acquired property" law, the Commission shall have 11 members.

The Qualification Commission shall consist of one deputy of the Prosecutor General, four prosecutors, three law academics and the Rector of the Academy of Justice, and in the 2-nd case the Commission shall include 2 experts (appointed by the Prosecutor General) having at least 3 year's experience in the field of forfeiture of unlawfully acquired property.

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : For choosing the candidates of prosecutors for carrying out the activities stipulated in "Forfeiture of unlawfully acquired property" law, the Commission shall have 11 members- 9 man, 2 women.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- Non

Commentaires Judge's consent is mandatory.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) :
- Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) :
- Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Sources: The Constitution of RA
Judicial Code of RA
"Law on Prosecution" of RA
Information provided by the Prosecutor General's office

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
-------------	-------------	---------------------------

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Commentaires Judge candidates must attend initial training at the Academy of Justice. This is a precondition for becoming a judge. It should be mentioned, that a training course on the use of computer facilities in courts is regularly being held as part of the educational program for individuals included in the list of applicants for candidates of judges position.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [X] Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Commentaires In-service trainings on management functions are being held for prosecutors only as part of online educational module. A training course on the use of computer facilities in office is only being held for individuals included in the list of prosecutor candidates, as part of core curriculum.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Part 1- February 17- April 3

Part 2- April 6- May 22

Part 3- May 25-July 10

Part 4- July 13- October 2

the same periodicity for judges.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The budget is not separated for the training institution. The amount of the overall budget named “ Special training services for judges, prosecutors, judges and prosecutors included in the list of candidates and bailiffs” is 230.527.700 AMD, which is equal to 421.440 euros. The Academy of Justice is funded from the state budget of the Republic of Armenia through the Ministry of Justice in the form of a grant, and through the Investigative Committee of the Republic of Armenia and the Corruption Prevention Committee under the service delivery contract.

131-1. S’il n’y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. They have.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	98 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	83 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	28 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . The trainings of judges and prosecutors organized by the Academy of Justice consist of two parts. The first part consists of general professional courses, which are organized in-person, and the second part consists of special professional courses, which are organized both in-person and online (it depends on the choice of trainees), but because of the pandemic both general and special professional courses have been replaced by online training courses (e-learning). In 2020, because of the pandemic, bailiffs' courses were canceled and were not replaced by distance learning.

The special subjects training of judges was conducted from October 5 to December 11 of 2020 in 10 groups for 10 weeks - 50 days.

The special subjects training of prosecutors was conducted from October 5 to November 6 of 2020 in 10 groups for 10 weeks - 50 days.

The additional training of prosecutors was conducted on December 23 2020 in 1 group for 1 day.

In 2020 the Academy of Justice did not conduct trainings for non-judge staff. It should be noted that non-judge staff include judicial officers. Non-judge staff cannot join trainings for other categories.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	712 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	308 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	231 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	179 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	155 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	302 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Non-judge staff include judicial officers.

5.3. Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	16 453 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 668 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 598 200 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 620 614 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	24 325 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 730 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 712 423 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 788 571 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Procureur au début de sa carrière	7 651 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 597 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 904 940 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 588 180 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Special fee for judges is 30% of their salary (the special fee is an additional remuneration which is not based on performance/other criteria and mainly it is the same for all judges).

Thus, we have the following picture.

First instance professional judge at the beginning of his/her career- all with special fees

Gross annual salary- 21,009, net annual- 16,177, gross salary 10,979,240, net annual 8,454,015.

Judge of the Supreme Court or the Highest Appellate Court-

Gross annual salary- 31,062., net annual- 23,917, gross salary 16,232,791, net annual 12,499,255.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires A judge or a prosecutor appointed to a position outside the place of his or her permanent residence shall, based on his or her application, be provided with compensation equal to the rent of an apartment in the given place.

The additional salary includes supplements and surcharges. It must be noted, however, that the 2019-2023 Strategy of Judicial and Legal Reforms provides for increase of salaries for judges, their staff and prosecutors.

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. According to Article 65 of the RA Law on the Prosecutor's Office, the Prosecutor may be granted a one-time financial assistance in the amount prescribed by the Prosecutor General within the salary fund, and according to Article 66 of the same law: Property damage caused to the prosecutor or his / her family members due to the fulfillment of obligations shall be compensated by the state in the manner prescribed by law.

The state provides free examinations and treatment of prosecutors. The examination and treatment of the prosecutor's health condition is carried out in the medical institutions mentioned in the list approved by the Police of the Republic of Armenia and the Ministry of Defense of the Republic of Armenia.

NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs

quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires The possibility of applying to Disciplinary commission for advice on the rule of ethics and conduct has been eliminated based on Venice Commissions report and the concerns that we have. Specifically, a Disciplinary body responsible for initiating a disciplinary should not have the authority to interpret those rules.

There is no body in the judiciary which can be authorised to give advice on ethical rules. Besides, the advice will lead to complying to the interpretation, which can be explained differently by the Supreme Judicial Council, which is responsible for applying disciplinary measures. Thus, contradicting opinions will exist regarding the same rule. The status of advice on ethics or rules of conduct and its influence should be clear and not lead to conflicting situations.

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

() Juges uniquement

() Juges et représentants d'autres professions juridiques

() Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

() Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires Pursuant to Article 57(10) of the RA Law on the Prosecutor's Office, the prosecutor may apply to the Ethics Committee for advisory comments on the prosecutor's code of conduct, and the Ethics Committee, in accordance consists of of seven members.

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. In practice, there has been only one case when prosecutor realizing the disciplinary proceedings applied to the Ethics Committee for an advisory opinion.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Ministry of Justice

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

Tribunal

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Cour Suprême

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Juges	Procureurs
-------	------------

Nombre total (1+2+3+4)	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Non-performance or improper performance of duties was the basis for initiating disciplinary proceedings against 5 prosecutors in 5 cases in the reporting year.

39 is the number of disciplinary proceedings initiated by the Ministry of Justice and Ethics and Disciplinary commission of judges. Only 16 of them were referred to SJC (11-MOJ, 5-Commission).

Professional inadequacy-includes violation of the provisions of substantive or procedural law, which has been committed deliberately or with gross negligence, while administering justice or exercising, as a court, other powers provided for by law.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
9. Autre	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Other sanctions-5= 2 severe reprimands, 3 warnings
2 criminal cases are being examined against judges.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Information is Provided by the Judicial Department and Prosecutor General's Office.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	2 240 <input type="checkbox"/> NA	1 234 <input type="checkbox"/> NA	1 006 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : In all cases except for the administrative cases the representation is carried out only by licensed advocates, the only exceptions for non-attorney lawyers are the followings:

- they may represent their close relatives in courts and represent the companies whose more than 50 percent shares belong to their close relatives. At the same time, NGOs with relevant PoAs may represent a group of plaintiffs.

In administrative cases representation can be done by anyone.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Membre de la famille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Personne concernée elle-même	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :scientific, research and other activities

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain

niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Advocacy,
information provided by the Chamber of Advocates of RA

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	180 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	154 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : 154 relates to not paying the membership fee.

Criminal offence can not be ground for disciplinary proceedings.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	46 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Réprimande	45 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Participation in additional training courses- 1.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

[] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[X] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Article 184 (2) of Civil Procedure Code prescribes that if the judge believes that there is a great possibility of amicable settlement between the parties he/she may refer parties to 4 hour free of charge mediation.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	55 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires From the Law on Mediation it is obvious that there are three types of mediation - 1. the mediation based on mutual agreement of parties which is regulated by the same law, 2. the mediation based on court decision, which is regulated by the Civil Procedure Code, and 3. Financial mediation which is regulated by the Law on Financial Mediation system. It is worth to note that both 1st and 2nd types of mediation were envisaged by relevant laws adopted in 2018. The Law on Financial mediation system exists since 2008.

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : moj.am
the Law on Financial Mediation system
the Law on Mediation
the Civil Procedure code

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	309 [] NA [X] NAP	234 [] NA [X] NAP	75 [] NA [X] NAP
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	309 [] NA [] NAP	234 [] NA [] NAP	75 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : There are 365 positions for enforcement agents, but 56 of them are vacant, that is why the total amount is shown 309.

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 55
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure

d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Etat civil	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Cohabitant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Employeur	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC



172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires Each year, at least one third of compulsory enforcement officers shall be subject to mandatory attestation. After the attestation, the Attestation Committee is entitled to defer the attestation and second the compulsory enforcement officer to training. The amendment of the Law on Compulsory Enforcement Service of the Republic of Armenia shall enter into force on 1 January 2022, according to which all the enforcement agents shall be subject to annual evaluation of their performance. In cases of approval of non-correspondence between the actual knowledge and competitions of the enforcement agents and the ones needed for holding a position of the enforcement agent, the enforcement agent shall be entitled to mandatory re-training.

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires Decisions and notifications of the compulsory enforcement officer are sent to state and local self-government bodies, legal persons and individual entrepreneurs to their official electronic mail, unless they have provided other electronic mail address, or there is no system for electronic document circulation with the Compulsory Enforcement Service. Decisions and notifications of the compulsory enforcement officer shall be sent to the party that is not a state and local self-government body, a legal person and an individual entrepreneur via electronic mail or other means of communication, where the party has filed a motion for it. After imposing an attachment on or applying restriction to the property of the debtor, a notification shall immediately be sent to the official electronic mail address of the person, whereas in case of absence thereof, upon the consent of the person — to the electronic mail address provided by the latter or via sending a short message to the mobile phone (Article 28.1 of the Law on Compulsory Enforcement of the Judicial Acts).

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : The Republic of Armenia is currently on a way to provide legislative and technical grounds for fully-electronic enforcement proceedings. During the reference year several steps have been conducted to operate systems for electronic document circulation with other state institutions. To be more specific, an enforcement officer currently initiates the enforcement proceedings electronically and sends all the inquiries, decisions and notifications to state and local self-government bodies, legal persons and individual entrepreneurs via electronic systems of document circulation. Currently an e-payment system and united portal for

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Sources for answering the questions in this part are as follows;

1.Law on Compulsory Enforcement of the Judicial Acts of the Republic of Armenia;

2.Law on Compulsory Enforcement Service of the Republic of Armenia;

3.Law on Civil Service of the Republic of Armenia;

4.Law on Public Service of the Republic of Armenia.

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

() Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

[] une instance professionnelle

[X] le juge

[X] le ministère de la Justice

[] le procureur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires Compulsory Enforcement Service of the RA has a hierarchical structure. The decisions, actions and non-actions of the enforcement agent can be challenged in an superiorly order - to the superior officials (head of division, Chief Compulsory Enforcement Officer of the RA). Chief Compulsory Enforcement Officer leads and exercises oversight over the activities of the Compulsory Enforcement Service, examines complaints brought against compulsory enforcement officers and abolish illegal decisions of compulsory enforcement officers, assigns and conducts official investigations, within the scope of his or her competence, applies incentives to or impose disciplinary penalties on the officers of the Compulsory Enforcement Service appointed to position by him or her and executes some other supervisory functions.

According to the article 20 of the Law on Compulsory Enforcement Service of the RA, the relevant ministry (Ministry of Justice) shall organise and exercise supervision over the activities of the Compulsory Enforcement Service. Minister of Justice is entitled to adopt orders and decisions and give instructions for the organisation of the activities of the Compulsory Enforcement Service; assign or terminate official investigations, replace the person conducting official investigation and has some other supervisory functions over the enforcement agents.

Decisions, actions and non-actions of the enforcement agents can be challenged in the Administrative court of the Republic of Armenia. Therefore, Administrative court can also be considered as a supervisory authority.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

[] absence de toute exécution

[] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

[X] manque d'information

[X] durée excessive

[] pratiques illégales

- supervision insuffisante
- coût excessif
- défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- autre (veuillez préciser) : non-proper administration

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autre	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Other

Warning - 4

Severe reprimand -7

The decrease of the main salary by 20 % is also prescribed as a disciplinary sanction by the legislation of the Republic of Armenia. However, this sanction has not been pronounced against enforcement agents during the reference year.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Law on Compulsory Enforcement Service of the Republic of Armenia

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Agent d'exécution
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). The enforcement of judgements (verdicts) in criminal cases shall be exercised by the Penitentiary Service of the Republic of Armenia, which operates under the Ministry

of Justice. Service ensures implementation of its tasks through its central body and through its structural subdivisions and penitentiary institutions. The Probation Service deals with the sanctions not related to deprivation of liberty. However, the judgements and decisions in criminal cases with respect to fines, confiscation of property and levy of execution on property are subject to compulsory enforcement. Enforcement agents are in charge of enforcement of this kind of court judgments and decisions in criminal cases and are authorized to enforce all the applicable enforcement measures to ensure the factual enforcement of these acts.

190. En matière d’amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d’évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- () 80-100%
- () 50-79%
- () Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	109 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	81 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d’une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l’Etat	109 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	81 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l’Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l’Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d’accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):at least 25 years old,no criminal record, internship under the supervision of at an acting notary

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [X] NAP

Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. According to the Article 36 point 1 notaries implement the following notary actions:

- 1) Ratify transactions (contracts, wills, power of attorney, agreements, etc.);
- 2) Take measures for the protection of hereditary property;
- 3) Give inheritance certificates;
- 4) Issue certificates of ownership to the share of the property under shared ownership or joint ownership rules;
- 5) Ratify the authenticity of copies of the documents or their extracts;
- 6) Ratify the authenticity of the signature on the documents;

- 7) Ratify the authenticity of the translation;
- 8) Confirms that the citizen is alive;
- 9) Confirms the fact that the citizen is in a certain place;
- 10) Confirms the identity of the person and the citizen depicted in the photo;
- 11) Approve the time for submission of documents;
- 12) Transmit applications, declarations or other documents of individuals or organizations to other individuals or organizations;
- 13) Deposit, deliver or return cash or securities, precious metals, stones and issue a certificate;
- 14) Keep records of documents;
- 15) Provide evidence;
- 16) Ratify the minutes of the organization's general meeting or the collegial body of other organization;
- 17) Hand over inheritable property to trust management;
- 18) issues document certifying the powers of the executor of will
- 19) With the consent of all the heirs, revokes previous certificates of inheritance rights;
- 20) Ratify the authenticity of the signature of the translator he / she has trusted;
- 21) Give a performance record sheet;
- 22) Provide duplicates of notary acts;
- 23) Carry out other notary actions prescribed by law.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)
- Aucun

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l’affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non [] NAP
Registre de l’état civil/ de la population	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non [] NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non [] NAP
Aucun	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non [] NAP	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non [] NAP

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires According to the Law on Notariate there is an opportunity to verify digital acts, but in practice notaries don’t have any tools for that yet (the necessary actions are in process). Currently:

- the notary is making the draft of the act by E-notary system;
- then the notary is printing it (the document shall be signed by the sides);
- then the notary is verifying the document;
- then notary scans and uploads it to the E-notary system.

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	()	(X)
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Notariat, Civil code

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires Government Decree N1334 of November 22, 2018 provides the procedure to involve interpreters into judicial proceedings, and provides the quality criteria, including availability of license for translators. the decree also states that the authorized body makes a decision to involve a particular interpreter in the proceedings (ensuring consequent participation of all interpreters and taking into account the place of their activity).

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires The function of court interpreters is regulated by the Article 12 of the Judicial Code, Article 46 of the Civil Procedure Code, Article 83 of the Criminal Procedure Code, Article 9 Paragraphs 5-7 of the Administrative Procedure Code.

According to Article 46 of the Civil Procedure Code, the interpreter is the person who masters the languages necessary for interpretation. The interpreter has right to ask question to the litigants and the court to ensure correctly and fully interpretation. The court warns the interpreter about the criminal liability for incorrect interpretation. The court is entitled to appoint the interpreter as suggested by the party which pays for the interpretation services. The interpreter is entitled to ask questions to make the interpretation more accurate.

According to the Article 83 of the Criminal Procedure Code, an interpreter is a person, disinterested personally in the criminal case, invited by a body conducting criminal trial, for interpretation. The interpreter shall have a free command of the language of criminal proceedings, as well as the language, from which the translation is conducted. The judge and as well as the prosecutor, the officer of the body of inquiry, the defense attorney, the representative and other participants of the trial, the witness to a search, the expert, the witness are not entitled to be interpreters. An interpreter, pursuant to this Code, is considered also a person, who understands the signs of the deaf-mutes people and is capable to communicate with the deaf though signs.

4. The interpreter has the following obligations:

- 1) to arrive upon the call of the body, conducting the criminal trial, for conduct of translation;
- 2) to present to the body, conducting the criminal trial, documents, verifying his/her qualification as an interpreter;
- 3) to communicate, upon the demand of the body, conducting the criminal trial and also the parties, information on his/her professional experience and on relations with the people participating in the proceedings of respective criminal case;
- 4) to be at the location of the implementation of investigatory or other procedure action, in the room of court session during all the time, until it is necessary for him/her to provide interpretation, and not to leave the location of the implementation of the named action (not official copy) without the permission of the person, conducting it, and from the room of court session, without the permission of the presiding person;
- 5) to conduct interpretation fully, correctly and timely;
- 6) to obey the lawful instructions of the prosecutor, the investigator, the body of inquiry, of the presiding person;
- 7) to observe order at the court session;
- 8) to verify with his/her signature the fullness and the correctness of the translation in the protocol of investigatory or other procedure action, in the proceedings of which he/she participated, and also the correctness of the translation in the documents, issued in translation to the persons, participating in the proceedings of the criminal case;
- 9) to not divulge, without the permission of the body, conducting the criminal trial, the

information, became known to him/her in connection with the participation in the investigatory action or during the closed-door session of the court.

5. Failure to perform one's obligations by the interpreter produces responsibility, prescribed by the law.

6. The interpreter has the right:

1) to ask questions to the persons, present during the interpretation, to make the translation more accurate;

2) to acquaint himself/herself with the protocols of investigatory or other procedure action, in which he/she participated, and also, in the respective part, with the protocol of the court session and to make remarks, subject to inclusion to the protocol, on the fullness and correctness of the record of translation;

3) to receive compensation of the expenses, incurred during the proceedings of the criminal case.

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires There is no consolidated database of court interpreters because they are not subject of special accreditation.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Government Decree N1334 of November 22, 2018 provides the procedure to involve interpreters into judicial proceedings. It provides requirements for selection of interpreters to ensure the quality of interpretation. The Services of Interpreters are being obtained via State Procurement procedures where the quality requirements are a must.

Binding provisions regarding the quality of court interpretation defines by the Article 6 of the Procurement Law of the Republic of Armenia.

In accordance with the paragraph 3 of the Article 6 of the Procurement Law "The participant must meet the qualification criteria set out in the invitation. The participant must have some qualities for the performance of obligations under the contract, such as 1.compliance with the professional activity of the contract.

2.professional experience.

3.technical measures.

4.financial measures.

5.working resources".

In accordance with the paragraph 4 of the Article 6 of the Procurement Law "Some criteria, connected with the right to participate in purchases and qualifications, that are not define in this Article, that are discriminatory and restrict competition, that are not adequate and directly do not derived from the necessity of fulfillment of obligations under the contract can not be set for the participant".

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[X] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires When there are grounds requiring involvement/appointment of an interpreter in a case, the court, according to the relevant procedural laws, makes a decision on involving an interpreter in a case. The appointment procedure, the size and procedure of remuneration of interpreters is set forth by the Government Decree. According to the relevant provisions of the mentioned Decree, after the court decision is received, the Judicial Department is processing the procurement.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Government Decree N1334 of November 22, 2018,
Law on Procurement

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : There is no such consolidated database as of yet.

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires The experts must have relevant professional educational background. However, a special training is not being organized.

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle régie par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de

signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : There is no concrete demand, however the law requires that the expert is not interested in the case concerned.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	()	(X)
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

() Oui

(X) Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[] La formation initiale ou continue

[] Les procédures disciplinaires

[X] NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Criminal Procedure Code, Civil procedure Code, information provided by the Judicial Department.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Planned reforms are:

-Introduce a mechanism for publishing reports and statistics providing summary of the activities of courts acting in the publicly accessible online mode.

The Judicial Code of RA was adopted by National Assembly on 25.03.2020. It elaborated legislative bases of subjecting judges to disciplinary liability in compliance with international standards and introduced mechanisms required to perform the integrity assessment of judges. The mentioned laws are in force since May 2020. Particularly, the Code clarifies:

- the list of significant disciplinary violations underlying the termination of judge's authorities, with the view to ensuring legal certainty,
- the bases for distinguishing any judicial error from the violation of human rights and fundamental freedoms, by a judge, in course of own professional activity,
- the rules of conduct of judge, taking there from such rules, which are formulated unclearly or which are not disciplinary in their nature, but are rather ethics rules,
- the procedures of disciplinary proceeding and investigation of the issue on subjecting judges to disciplinary liability,
- the grounds and the procedure of disciplinary liability set forth with regard to the SJC members.

Besides, integrity check system is established for nominees and candidates for judges and for Members of Supreme Judicial Council.

Integrity check competences are provided to Corruption Prevention Commission. Furthermore, competences of Corruption Prevention Commission (CPC) were enlarged: CPC has gained access to financial information, bank secrets and access to databases of other state bodies in order to carry out its activities effectively; the system of ad-hoc declaration is established, which allows the Commission for Prevention of Corruption to demand situational/ad-hoc declarations from the declarant and its family members (other related 3rd persons) in cases when a significant change in property (increase in property (or decrease in liabilities)) is not reasonably justified by legal income, or the latter has undeclared or incompletely declared property, or the source of income is not legal or credible.

It is worth adding that RA Law "On Public Service" was amended and supplemented on January 19, 2021, which considers complete transformation of the system of declaration, expansion of the content of declaration, introduction of the institute of declaration of expenses/expenditure. Thus, the mechanisms for checking the legality of property of judges are also improved. Also the Judicial Code of RA introduces formation of Ethics and Disciplinary Committee instead of the Disciplinary Committee, the members of which will be elected for two vs. five years, and which will incorporate not only judges, but also representatives from the HRD Office and the general public and stipulates a mandatory requirement to pass a psychological test in order to become a judge.»

208-2. Budget

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2020 the budget spent on judiciary is 18 399 921 EUR.

For 2021 the allocated budget is 39 505 159 EUR.

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : •In 2020 a legislative package was elaborated which proposed establishing a Specialized Anti-Corruption Court (SACC) and a Specialized Anti-Corruption Court of Appeal. From the perspective of establishing an institutional system that prevents and combats corruption, the creation of SACC is of major strategic significance for Armenia. To ensure specialized court hearing of cases regarding forfeiture of illegal assets, SACC will have at least 15 judges, 10 of which will examine cases of corruption crimes, while the remaining 5 will examine the cases arising from applications and claims submitted based on the Law "On civil forfeiture of illegal assets" and civil cases regarding state interests. The legislative package meanwhile proposes that at least 6 specialized judges in the Criminal Court of Appeal and at least 6 specialized judges of the Civil Court of Appeal will be hearing appeals regarding court decisions and judgments of the anti-corruption 1st instance courts. At the same time, the package defines the procedure for filling in the anti-corruption specialization section of the list of candidates for judges of the anti-corruption court, the requirements for judges of the first staff. The legislative package also sets the requirement for the integrity check of the judges as well as special training that they will receive. On 14 April 2021, the Parliament passed the mentioned legislative package. The mentioned legislative package is currently in the Constitutional Court, the decision of which on the constitutionality will be announced on 12 October 2021. It is intended that SACC will be operational on the 1st quarter of the year 2022.

In parallel, comprehensive works have been initiated and run to address the issues regarding the physical facilities of the anti-corruption court. In the context of the above, in accordance with RA Governments decision N 1896N (dated 27 November, 2020) property located at 23/1 Garegin Nzhdeh Street in Yerevan, was attached to the Ministry of Justice of the Republic of Armenia. Currently the application for tender to reconstruct the building is being prepared. Besides, according to RA Government Decision N 1506-A (dated 10 September, 2020) additional facilities in other locations (on the Halabyan str., Yerevan) were provided to the Ministry of Justice for this purpose. Process of launching of renovation, is underway.

•It is worth mentioning that this package also envisages amendments in RA Law "On prosecutor's office" according to which candidates for prosecutors will undergo the integrity check. Besides, integrity of the acting prosecutors of the departments of General prosecutor's office dealing with corruption crimes case will also be checked.

•n the 16th of April 2020 RA National Assembly adopted the Law "On civil forfeiture of Illegal assets", which defines the proceedings on civil forfeiture of illegal assets, legal relations, the reasons and grounds for initiating an investigation, the scope of the competent bodies to conduct an investigation, the rules of international cooperation in connection with the civil forfeiture of illegal assets, etc.

Department dealing with cases of civil forfeiture of illegal assets was established in September 3, 2020 within General Prosecutor's Office of the Republic of Armenia. Currently, the department includes 8 prosecutors, who act under the leadership of the Deputy Prosecutor General of the Republic of Armenia, who coordinates the field. 4 economists are involved for the effective implementation of the department's work. There is a supporting department to organize the document circulation and other operational activities of the department. The Department resides in a separate, well equipped facility in Yerevan, has the respective budget and enjoys the institutional and functional independence from the executive. During 2020, the department received about 200 materials on 405 entities with property of possible illegal origin. As a result of the verification of the grounds for initiating an investigation, in 2020, 214 decisions to initiate an examination were made based on the materials received during the year, and 83 decisions not to initiate an examination were made in 216 cases. In 2021-2022 it is intended to enhance international cooperation in regard with asset recovery. •It is also noteworthy that the strategy of Judicial and Legal Reforms of the Republic of Armenia for 2019-2023 states that in order to achieve the goals of reforming the prosecution system, it is necessary to increase the number of prosecutors. This will increase the level and quality of prosecutors' efficiency

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Access to justice:

Written (simplified) procedures were introduced for administrative court procedure.

Draft Law on Amendments to the Law on Advocacy is currently being developed, which, in line with other issues, refers to the development of state guaranteed free legal aid and pro bono legal aid mechanisms.

Thus, firstly, it is planned to expand the range of state guaranteed free legal aid beneficiaries. At the same time, legal grounds are provided, which will make it possible involving non-public defenders to the works of the Public Defender's Office, particularly:

- advocates (on contractual grounds);

- advocates (who wish to provide pro bono legal aid by being involved in the works of the Public Defender's Office);

- students of legal clinics of higher education institutions and the School of Advocates.

At the same time, provisions regarding the development of pro bono legal aid culture and institution are suggested. In particular, incentives are provided for advocates who provide pro bono legal aid in line with established criterias. At the same time, provisions on mandatory reporting of pro bono activity are envisaged, which requires advocates to annually report about their pro bono activity.

Although not providing pro bono legal aid does not cause consequences, not reporting may cause consequences as a disciplinary liability.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : During 2020 the draft amendments of Judicial code were adopted, which introduced new procedures for the appointment of judges in line with international standards, that is

(a)change in the procedure for formation of the Evaluation Commission; (b)clarification of the evaluation standards and providing for a regulation aimed at ensuring transparency of evaluation; (c)conducting of the psychological test developed through application of the advanced international practice; (d)introducing the procedure for appealing the results of the examination and ensuring transparency of the adoption of decisions by the Supreme Judicial Council.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2020 and 2021 amendments were made in the Judicial code of Armenia, which changed the requirements for becoming a judge.

Planned reforms:

Continue carrying out trainings for judges in the following fields: (a)investigation of cases of corruption, economic crimes and crimes committed by officials,

(b)importance is attached to the development of the skills of judges to work with evidence on electronic media parallel to the introduction of electronic justice tools,

(c)professional rules of conduct and ethics,

(d)case-law of the European Court of Human Rights on particular articles of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The Ministry of Justice in cooperation with UNDP carries out a Gender equality in Public Administration of Armenia (GEPAA) Project. The expected outcome of the project is that gender equality prism will be ensured throughout implementation of the public administration reform in Armenia. It will also lay a solid basis for further continued work and replication of successes and results for stronger gender equality dimension in the public administration system, including policy and legal framework, organizational structure, incentive and enabling measures for better women engagement in public administration. In addition, findings from the survey among students on their aspirations and needs in their potential joining the public office will inform the overall reforming process from human resource management perspective and make it more conducive for women and men, potential leaders of next generation. It should be mentioned that an internal review of the legal and policy frameworks with an assessment methodology in the Ministry of Justice is in the process of implementation and the results will be ready soon which will serve as a basis for future gender equality strengthening policies within the MOJ.

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The New Criminal Code was adopted in 2021.

The Strategy for Judicial and Legal reforms aims to adopt a new code on Administrative Offences.

Planned:

-Elaborate draft laws aimed at making amendments to the Civil Code of the Republic of Armenia and other legal acts. -Making amendments to the Civil Procedure Code of the Republic of Armenia and the Law "On conciliation".

-Reviewing the institute of returning of statements of claim through making amendments to the Civil Code of the Republic of Armenia and other legal acts.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Strategic directions for 2021-2023 are:

•Systemic review of the legislation of the compulsory enforcement sector •Improving the technical equipment of the Compulsory Enforcement Service

The Government aims to elaborate the draft Law "On enforcement proceedings to ensure:

- (1)all the specifics related to the enforcement of the subject to compulsory enforcement are not clarified, relations in connection with the compulsory enforcement of each of them are not subjected to institutional regulation;
- (2)determination of the amount of enforcement costs subject to levy in execution is restricted only to the size of the value of the property or of the amount being levied in execution;
- (3)differentiated grounds for suspension of enforcement proceedings exist;
- (4)there is a necessity of reducing the time limits for enforcement actions.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : •Establishing arbitration centres

- Developing other alternative methods of dispute settlement
- Raising the level of relevant legal education and public awareness

The Government planned to reform the mediation system.

- by introducing mandatory mediation for family cases before applying to court,
- by providing the opportunity for online mediation.

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : •By the end of the year 2021, a specialized law enforcement body, an Anti-Corruption Committee will be established and fully functional. The relevant law was elaborated in 2020 and adopted on March 24, 2021, stipulates that the main competence of the Committee will be the organization and implementation of pre-trial criminal proceedings on alleged corruption crimes, which meanwhile will carry out operative intelligence activities. The law also established merit-based appointment procedure for the Anti-corruption committee officers, according to which they will be selected through competition, during which integrity of the candidates will also be checked. The establishment of Anti-Corruption Committee has launched: the Chair of Anti-corruption has been appointed; the formation of the staff is on the way. It is intended to finish formation of Anti-corruption committee by the end of the year 2021.

In parallel comprehensive works have been initiated and run to address the issues regarding the physical facilities (including residence) of the Anti-corruption committee.

- In 2020 the list of corruption crimes was determined by the RA Criminal Code.

- Besides, in 2021 RA New Criminal Code was adopted inter alia setting criminal liability for legal persons for corruption crimes.

Meanwhile the elements of corruption crimes were developed considering international practice. Fight against trafficking:

Fight against trafficking is one of the priority areas of the Government's policy. In that respect the National Program on "Combating Trafficking in Human Beings and Exploitation in the Republic of Armenia and the Program Implementation Schedule for 2020-2022 was approved by the decision No. 909-L of the Government of the Republic of Armenia on June 4, 2020. The implementation of Government's policy vis a vis the fight against trafficking is being effectively monitored by a two layered mechanism: a Council on trafficking in persons and exploitation headed by the Prime Minister with the engagement of all relevant stakeholders and a working group on a technical level. The activities envisaged by the Program are aimed at the effective organization of the fight against human trafficking and exploitation and are divided into 6 main sections:

- Improving the legislation on combating human trafficking and exploitation,
- Prevention of human trafficking and exploitation,
- Prevention of child trafficking and exploitation

Detection, protection and support of victims of trafficking and exploitation International cooperation
Research, monitoring and evaluation.

Based on the findings of U.S. Department of State 2019 TIP report the Ministry of Justice of Armenia has worked to identify the main challenges, and research and assessment was conducted. Based on the findings of the researches and assessments the Deputy Minister of Justice led series of consultations/discussions with high-ranking officials from stakeholder agencies. A draft interim action plan was developed to address the issues identified by the Department of State TIP report. The AP identified some activities aimed at providing adequate government funding for combating TIP, ensuring effective investigation and prosecution of TIP cases, employing victim-centered procedures by law enforcement, assisting Armenian migrants working abroad, inclusion of a definition of forced labor in the labor code, as well as improving education and awareness on these issues. The schedule of implementation was discussed with the representatives of stakeholder agencies, including: Ministry of Labor and Social Affairs, Ministry of Education, Science, Culture and Sports, Investigative Committee, Police, Office of Prosecutor General, National Security Service, Office of Human Rights Defender, Office for Coordination of Inspection Bodies in the Office of Prime Minister, Health and Labor Inspection Body. Based on the results of the meeting the Prime Minister assigned to complete those interim activities by the end of December 2020 and a status report was due in November. The interim action plan was developed and implemented in close and effective partnership with U.S. Embassy Yerevan, including with the INL office and USAID Armenia. A handbook for law enforcement officers entitled: "Indicators of Trafficking in Persons for Law Enforcement Officers". The handbook starts with the definition and description of human trafficking and exploitation and continues into collection of TIP-related data, issues of identifying and uncovering cases of human trafficking and exploitation and offers some indicators to differentiate the cases. The handbook in its appendices presents indicators of potential cases of human trafficking and exploitation for law enforcement officers, a checklist for assessing the risk criteria of human trafficking and exploitation, list of TIP-related crimes, as well as the principles of working with potential victims of TIP. The Ministry of Justice discussed the draft handbook with the representatives of the Police. By February 25, 2021 instruction of the Police chief the handbook was also circulated within relevant sections of the Police. It should also be noted that the Ministry of Justice presented this handbook to the Office of the Prime Minister recommending its use by other law enforcement agencies In addition, a handbook for detecting and identifying TIP was developed for front-line officers: migration service, health-workers, and consular offices. This handbook provides for the indicators which should be considered for identifying and detecting TIP issues. Another guideline was developed for the inspectors of Labor and Health Inspection, the indicators provided for in this guideline will lead the identification process of forced labor cases. These guidelines are in the finalization process.

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : PENITENTIARY AND PROBATION REFORMS

- The Draft of the new Penitentiary Code has been developed and circulated. The Draft of the new Penitentiary Code is currently being revised.
- The Law on Making an Amendment to the Criminal Code of the Republic of Armenia was approved by the RA National Assembly in the second hearing on April 15, 2020. Due to this amendment public calls for violence, publicly justifying or propagating violence is criminalised.
- The Government of Armenia has approved "On approving the 2019-2023 strategy of the penitentiary and probation field of the Republic of Armenia, the 2019-2023 plan of actions for its implementation, and the procedure of formation and organization of the activities of the council coordinating the implementation of the plan" on November 27, 2019. The goal of the strategy is to shift from punitive policy to restorative justice, to the rooting of the principles of restorative justice in the field of criminal punishment, to the effective realization of the purposes of punishment, to the overcoming of the criminal subculture, to the prevention of corruption in the penitentiary and probation system, to the reduction of re-offending and ensuring public safety.
- Taking into consideration and accepting as a basis the social need for elimination of the negative impact of criminal subculture, especially relevant for the post-Soviet countries, the fight against criminal subculture must be one of the key directions of the criminal policy of each state. In this context our Government makes the necessary steps to fight the tolerance towards criminal subculture both in legislation and in practice. In this context it is worth mentioning that since the beginning of the previous year the Criminal Code of the

Republic of Armenia provides criminal liability for the following acts:

- a. granting or obtaining or maintaining the highest status of criminal hierarchy;
- b. creating or managing a group bearing criminal subculture;
- c. participating in or becoming involved in a group bearing criminal subculture, while envisaging an incentive norm that the person having voluntarily informed criminal prosecution bodies about participation or involvement in the group bearing criminal subculture and having contributed to disruption of activities of the group shall be relieved of criminal liability, if his or her actions do not contain other *corpus delicti*;
- d. contacting a participant of a group bearing criminal subculture or a person with the highest status of criminal hierarchy for the purpose of obtaining material or non-material benefit or other advantage by using the unlawful influence of the group or person or exercising real or alleged rights.

•On May 5, 2021, the new Criminal Code was adopted by the National Assembly of the Republic of Armenia. The new Code plans on a total shift from the soviet-style criminal justice system to a modernized one, which:

provides for the criminal liability of legal persons (current code prescribes criminal liability only for natural persons);

ensures more sophisticated cybercrime definitions, many of the offenses, including the economic, corruption offenses and provisions criminalizing various forms of cybercrime, were drafted in accordance with the international standards, such as requirements of UN and CoE conventions, as well as various recommendations of international institutions and experts;

suggests new regulations concerning various key questions. In this context it is worth mentioning that it provides a new penalty such as the limitation of freedom, which gives the opportunity to keep the sentenced person under control at home without keeping him/her away from studies or work.

•On June 30, 2021, the new Criminal Procedure Code was adopted by the National Assembly of the Republic of Armenia. The Code suggests new regulations concerning various key questions. Moreover, new types of measures of restraint, such as house arrest and administrative oversight, have been envisaged.

The mentioned changes made in both Codes will be beneficial not only for the persons to whom it is applied, but also for the State as it provides alternatives to keeping people in prison.

•Taking into account the proposals submitted by the international expert, the draft law "On Legal Aid in Criminal Cases" is being revised.

•The package of amendments to the RA "Law on Probation" is currently being revised, which is aimed at increasing the efficiency of the probation institute.

•The risk and needs assessment tool of probation beneficiaries has been transformed, which will allow the idea of individual planning to be rooted in the process of punishment or control. The tool has been digitized and is being piloted.

•Within the CoE Project "Enhancing health care and human rights protection in prisons in Armenia" the CoE and The Ministry of Justice of the Republic of Armenia pay a huge attention on mental health care issues. Based on this approach, the Order N 513-L of the Minister of Justice "On approving the 2021-2022 strategy for the prevention suicides, self-harms in penitentiary institutions and the action plan for its implementation" was developed and approved on the 10th of December, 2020. The strategy envisages a number of measures which are focused on providing screening tools for mental disorders or disabilities. In the framework of the mentioned Project the screening tools on revealing suicide and self-harm risk as well as the mental health screening tools are being piloted.

•In order to reduce paperwork in the penitentiary system, to make the activities of the system transparent and accountable, the necessary technical equipment has already been acquired for the introduction of the e-penitentiary electronic system, and the employees of the penitentiary system have been trained. E-penitentiary platform has been launched in August, 2021.

•The evaluation report of the e-probation electronic system has been developed, which will provide an opportunity to digitize the activities of the Probation Service, which will ensure the accountability and transparency of the Probation Service. For these purposes, it is planned to announce a competition in the nearest future.

•It is planned to conduct optimization of penitentiary institutions, as well as improve their conditions. In particular, it is intended to close the "Goris" penitentiary institution of the Ministry of Justice of the RA, and to build a new penitentiary institution with 350 staff instead, to close the "Nubarashen" and "Hospital of Convicts" penitentiaries as a result of which the new penitentiary institution with about 1200 staff will be built in Yerevan. Furthermore, it is planned to move the "Yerevan-Kentron" penitentiary institution from the administrative building of National Security Service of the RA to "Erebuni" penitentiary institution. Based on the penitentiary sphere strategy "Hrazdan" prison should be closed, as well. The abovementioned plans will ensure proper living conditions for the detainees and inmates.

•The Strategy envisages introduction of new vocational education programs for persons deprived of their liberty, for which an assessment of education needs was carried out. It is planned to set verifiable criteria that will allow evaluating the effectiveness of educational programs. Educational programs will be implemented in all penitentiary institutions.

•It is intended to implement measures aimed at providing affordable conditions for persons with disabilities who are deprived of their

liberty, as well as to ensure access to health services and professional care for these people.

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : he 2020-2022 Strategy for human rights protection in Armenia sets the following actions:

- To adopt legislation setting forth the protection of the right of the child in the criminal justice system in compliance with international standards,
- To improve child adoption procedures,
- To establish a single statistical system for registration of issues related to the rights of the child,
- To pass legislation setting forth the principles and procedures for the establishment of child custody and welfare agencies in compliance with international standards,
- To establish legislation on procedures securing a child's right to visit his/her parent as part of legal enforcement proceedings,
-

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : •On 5 May 2021 the New Criminal Code was adopted and will enter into force on July 2022. In addition to the information provided within the answers to the List of Issues, based on the recommendations enshrined in the "Gap analysis of Armenian criminal law in light of the standards established by the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence" relevant provisions to prevent and combat violence against women and domestic violence are included in the New Criminal Code. In particular the New CC envisages committing of a criminal offense by a close relative as an aggravating circumstance. Within the New Code the close relative include, regardless of the circumstances of cohabitation, spouse (including a person who is in an actual marital relationship), parent, including foster parent, adoptive parent, foster parent, child (also adopted, stepfather, foster child), spouse of the adoptive parent, parents, brothers, sisters (also stepmother), grandfather, grandmother, grandchildren, as well as for parents, sister and brother of the husband-the bride or groom, sister of the spouse, brother of the spouse. The New Criminal Code also introduces criminal liability in line with the Istanbul Convention for the following offences: Abortion or Artificial Termination of Pregnancy and Sterilization and Forced Abortion or Artificial Termination of Pregnancy and Sterilization (Articles 175-176), Mental Influence (Article 194), Physical Influence (Article 195) and Forced Marriage, Divorce or Pregnancy (Article 197). •Awareness raising activities

It should also be mentioned that "Violence in silence" campaign was conducted under the auspices of Armenia's Ministry of Justice. It raised awareness about the prevention of domestic violence and support available to victims and survivors. The campaign was titled "Violence in silence" because silence from neighbours, colleagues, friends or family allows domestic violence to continue. Thus, the campaign encouraged victims, survivors and witnesses of domestic violence not to remain silent but call for help to stop the violence. The campaign was launched on March 8, 2021 the International Women's Day, a global day to celebrate women's rights and a call for action to achieve gender equality and to end violence against women. The campaign included two PSA videos shown on TV. The first video showcased domestic violence as a global shadow pandemic, drawing parallels between domestic violence and COVID-19 . The second PSA was a silent video which urged the viewers to detach from the everyday noise, pay attention to their surroundings and call for help when witnessing domestic violence . Two social experiments were conducted in Yerevan. The first one showed people's reactions to witnessing domestic violence at a cafe. While most clients were visibly upset about the situation, they hesitated to get involved. Within two hours, only one witness intervened to help the victim .

The second experiment included a door installed on one of the busiest streets of Yerevan. The door played sounds of domestic violence. These sounds paused when someone rang the doorbell. Every 10th witness stopped to ring it. The door informed passers-by to call for help when witnessing domestic violence. Next, an interactive video was played on social media where the viewer could select how to react to the sounds of domestic violence coming from a neighbour's home. They could choose to intervene and call the police or keep silent and allow the violence to continue. The video closed with an encouragement to call to the police when witnessing domestic violence. 20 eye-catching digital and out-of-home posters took over streets and bus stops in Yerevan. They showcased wrong beliefs that people use to justify domestic violence. The posters called for people not to remain silent because nothing can justify domestic violence. The campaign included a Facebook page and website www.violenceinsilence.org with detailed information about domestic violence and its manifestations, the obligations of the authorities to protect and prevent domestic violence, and support services available to victims and survivors, such as helplines, support centers, shelters, etc. The campaign was very successful on social media as well, cumulating a reach of over 4.2 million.

The 2020-2022 Strategy for human rights protection in Armenia sets the following actions:

- To increase the number of institutions offering psychiatric and rehabilitation services to children,
- To criminalize the domestic violence and the violence against women in accordance with international standards,
- To establish legislation on procedural guarantees of remedy for survivors of domestic violence and violence against women in accordance with international standards,
- To create support centers and shelters for survivors of domestic violence,
-

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In order to increase the transparency and accountability of the implementation process of National Human Rights Protection Strategy and Deriving Action Plan for 2020-2022, as well as to ensure public monitoring of the process of implementation the Ministry of Justice in cooperation with international organizations an electronic tool- www.e-rights.am platform was launched in 2020 which is currently operational.

The platform provides for an opportunity to follow the implementation of actions, publish the implementation reports, and make comments on actions. In order to make the actions more targeted and accessible, they have been divided into types of rights and the United Nations Sustainable Development Goals. The platform has a special mode for persons with vision impairment. The mobile version is also available.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1. Mandatory integrity check requirements are envisaged for the candidates/nominees of candidates of judges, judges, members of Supreme Judicial Council, prosecutors, as well as for investigators (the latter in cases prescribe by law).

2. National Human Rights Strategy and Deriving Action Plan: The National Strategy on Human Rights Protection and Deriving Action Plan for 2020-2022: comprehensive policy documents in the field of human rights protection have been developed and adopted in December 2019 by the Government of RA. The Strategy reflects the Government's main policy regarding human rights protection, gives targeted solutions to various human rights protection issues in order to ensure continuity of the policy, supplementary safeguards have been created to protect the rights of citizens and vulnerable groups, institutional system for coordinating, monitoring and evaluating the process of implementation of the actions have been improved, inclusivity and public accountability of the process have been ensured.